

# Michel Fayad : « Le régime cherche à transformer l'attaque en réflexe patriotique »

[La Nouvelle Revue Politique](#)

## **Pouvons-nous considérer que les jours du régime iranien sont comptés ou existe-t-il un risque d'enlèvement réel ?**

La réponse tient en une idée centrale : tout dépend si les choses vont à ce rythme, c'est-à-dire si les bombardements ciblés et les éliminations de responsables se poursuivent avec la même intensité. La disparition de la figure suprême fragilise l'architecture idéologique du système. La République islamique repose sur une autorité religieuse et politique concentrée. Toucher cette clé de voûte crée un vide symbolique considérable. Toutefois, un régime ne repose pas uniquement sur un homme. Il repose sur des réseaux, des structures, des hommes armés, des circuits financiers et un appareil administratif. En Iran, les Gardiens de la Révolution, les milices Bassidji, les services de renseignement et une partie de l'armée régulière constituent encore un socle solide. Même affaibli, ce socle peut maintenir l'ordre par la force.

Si les frappes continuent à désorganiser la chaîne de commandement, à neutraliser les centres névralgiques et à couper les capacités de coordination, alors l'effondrement peut s'accélérer. Les défections pourraient apparaître, notamment si des responsables locaux estiment que le pouvoir central ne peut plus les protéger. En revanche, si l'intensité des frappes diminue ou si l'appareil sécuritaire réussit à se reconstituer autour d'une direction provisoire, le risque d'enlèvement devient réel. Le régime

pourrait se transformer en structure plus militaire que religieuse, recentrée sur la survie et la répression. Dans ce cas, il ne tomberait pas immédiatement ; il s'endurcirait.

## **L'offensive américano-israélienne va-t-elle réactiver la mobilisation populaire sur le terrain ? Ou la répression risque-t-elle de s'intensifier ?**

Pour le moment, la réponse est claire : non, pas pour le moment, c'est trop tôt encore. La population est prise dans un double étau. D'un côté, les frappes et l'incertitude. De l'autre, un appareil sécuritaire qui reste capable d'arrêter, d'intimider et de contrôler les grandes villes. Dans un contexte de guerre, beaucoup hésitent à descendre dans la rue. Il existe une peur réelle du chaos, mais aussi la crainte d'être accusé de trahison en pleine confrontation extérieure.

Le régime, de son côté, cherche à transformer l'attaque en réflexe patriotique. Il peut tenter de présenter le conflit comme une agression contre la nation plutôt que contre le pouvoir. Dans ce type de situation, la répression ne diminue pas ; elle a tendance à s'intensifier. Coupures des communications, contrôles accrus, arrestations ciblées. Une mobilisation massive ne pourrait émerger que si deux conditions sont réunies : d'une part, une perception claire que le régime vacille réellement ; d'autre part, une désorganisation visible de la chaîne de commandement locale. Tant qu'un gouverneur, un chef de police ou un commandant régional peut encore donner des ordres cohérents, la rue restera prudente. Cinq jours après le début de l'offensive, il est trop tôt pour parler d'un soulèvement généralisé.

## **Dans l'hypothèse d'une chute plus ou moins rapide du régime, d'aucuns pointent un risque d'irakisation ? Qu'en pensez-vous ?**

Pour l'instant, il ne se passe pas ce que certains imaginaient. On ne voit pas des foules immenses descendre dans les rues dès les premiers bombardements. C'est compréhensible. Quand un pays est frappé de l'extérieur, la première réaction n'est pas forcément la révolte. C'est le choc, l'inquiétude pour sa famille, la peur de ce qui peut arriver dans les heures suivantes.

Il faut se mettre à la place des gens. Sortir manifester alors que des frappes ont lieu et que les forces de sécurité sont en alerte maximale, c'est prendre un risque énorme. Les autorités n'ont pas disparu. Les arrestations restent possibles. Les contrôles aussi. Beaucoup peuvent penser que ce n'est pas le moment, que la priorité est d'attendre, de voir comment la situation évolue.

En parallèle, le pouvoir essaie de reprendre la main sur le récit. Il peut présenter les attaques comme une agression contre l'Iran en tant que nation, et non seulement contre le régime. Dans ces moments-là, certains hésitent à critiquer ouvertement le pouvoir, de peur d'être perçus comme soutenant l'ennemi. Cela ne veut pas dire que le mécontentement a disparu. Mais il ne se transforme pas automatiquement en mobilisation visible.

Dans l'hypothèse d'une chute plus ou moins rapide du régime, certains parlent d'un risque d'"irakisation". Je comprends la comparaison, mais je reste prudent avec ce terme.

L'Iran n'est pas l'Irak de l'époque de Saddam Hussein. L'État iranien a une histoire plus longue, une administration enracinée et une identité nationale forte. Même ceux qui contestent le régime ne contestent pas nécessairement l'existence de l'État iranien. Cela compte énormément. On ne peut donc pas affirmer qu'une chute du pouvoir central conduirait automatiquement au chaos généralisé.

Cela dit, il existe des risques réels si l'effondrement est rapide et mal préparé.

L'Iran est un pays multiethnique. Les Perses sont majoritaires, mais il y a des minorités importantes : les Kurdes au nord-ouest, les Baloutches au sud-est, les Arabes du Khuzestan au sud-ouest, les Azerbaïdjanais au nord. Tant que le pouvoir central est solide, ces équilibres tiennent, parfois par l'intégration, parfois par la pression sécuritaire. Si le centre s'affaiblit brutalement, ces équilibres peuvent être remis en cause.

Dans les régions kurdes, il existe une tradition politique forte et des revendications anciennes d'autonomie culturelle et politique. Une chute du régime pourrait relancer ces demandes. La Turquie suivrait cela de très près, tout comme l'Irak, car la question kurde dépasse largement les frontières iraniennes.

Au sud-est, dans le Sistan-Baloutchistan, région pauvre et marginalisée, les Baloutches ont déjà connu des tensions avec le pouvoir central. Une vacance du pouvoir pourrait ouvrir la voie à des revendications plus fortes ou à l'émergence de groupes armés locaux. Le Pakistan, pays frontalier, serait directement concerné par toute déstabilisation prolongée.

Au Khuzestan, région stratégique pour ses ressources énergétiques et peuplée en partie d'Arabes iraniens, toute instabilité aurait des conséquences économiques et politiques majeures. L'Irak, voisin immédiat, ne pourrait pas rester indifférent à une évolution dans cette zone sensible.

À cela s'ajoute la question des Moudjahidines du Peuple, organisation d'opposition en exil. Si, dans le vide politique, ce mouvement tentait de s'imposer sans consensus national, cela pourrait créer des tensions supplémentaires à l'intérieur du pays.

Le risque, donc, ne serait pas forcément une guerre confessionnelle comme en Irak après 2003, mais plutôt une fragmentation progressive : centres de pouvoir locaux, rivalités régionales, tentations d'ingérences extérieures. Si la transition est mal organisée, le vide peut être exploité par différents acteurs, internes et voisins.

En résumé, je n'aime pas comparer mécaniquement l'Iran et l'Irak, et je souhaite le meilleur pour tous les peuples de la région. Mais si le régime s'effondre brutalement sans transition claire et inclusive telle que voulue par le prince Reza Pahlavi, il existe effectivement un risque de désordre, de tensions ethniques et d'implication des pays voisins. Rien n'est inévitable, mais le danger serait réel dans un scénario précipité.